
ICANN76 | Forum de la communauté – ccNSO : actualités ccTLD fracture numérique
Mercredi 15 mars 2023 – 13h15 à 14h30 CUN

DEVAN REED :

Bonjour et bienvenue à cette séance sur la ccNSO et les fractures numériques. Je vais travailler avec Brenda et Claudia. Je suis responsable de la participation à distance pour cette séance.

Veuillez noter que cette séance est enregistrée et est régie par les normes de comportement attendues de l'ICANN.

Au cours de cette séance les questions et commentaires soumis dans le chat ne seront lus à voix haute que s'ils sont présentés sous la forme appropriée comme indiqué dans le chat. Je les lirai pendant le temps fixé par le président ou le modérateur de la séance.

L'interprétation pour cette séance comprendra l'anglais, le français, l'espagnol et l'arabe. Cliquez sur l'icône d'interprétation dans Zoom et sélectionnez la langue que vous voulez écouter pendant la séance.

Si vous souhaitez prendre la parole, veuillez lever la main dans la salle Zoom et à l'appel de votre nom par l'animateur de la séance, allumez votre micro et prenez la parole. Avant de prendre la parole, assurez-vous d'avoir sélectionné la langue dans laquelle vous vous exprimerez dans le menu d'interprétation. Veuillez indiquer votre nom pour l'enregistrement et la langue dans laquelle vous parlerez si vous parlez une langue que l'anglais. Veuillez mettre en sourdine les autres

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

appareils et notifications. Veillez à parler clairement et à un rythme raisonnable pour permettre une interprétation précise.

Cette séance comprend une transcription automatique en temps réel, veuillez noter que cette transcription n'est pas officielle et ne fait pas autorité. Pour visualiser la transcription en temps réel, cliquez sur le bouton « close caption » dans la barre d'outils Zoom.

Pour garantir la transparence de la participation au modèle multipartite de l'ICANN nous vous demandons de vous connecter aux séances zoom en utilisant votre nom complet, nom et prénom. Vous pouvez être retiré de la séance si vous ne vous connectez pas en utilisant votre nom complet.

Maintenant je donne la parole à Annalise Williams.

ANNALISE WILLIAMS:

Merci. J'appartiens à l'administration du nom de domaine .AU et je suis aussi la présidente du comité de liaison de gouvernance d'internet de la ccNSO qui va coordonner cette réunion.

Avant de commencer, je vais demander à tout le monde de se joindre à la salle Zoom aussi de façon à travailler de manière inclusive pour tout le monde et d'être sûr que tout le monde aura la même expérience. Je vous rappelle aussi que vous devez prendre des écouteurs, il va y avoir plusieurs présentateurs aujourd'hui car il va y avoir d'autres présentateurs qui parleront dans d'autres langues que l'anglais.

Je vous rappelle que si vous devez poser des questions, vous devez le faire de manière raisonnable, à une vitesse raisonnable, de façon à ce que les interprètes puissent vous suivre.

Nous avons aujourd'hui 5 intervenants qui appartiennent à différentes régions de l'ICANN. On va parler aujourd'hui de la fracture numérique qui est une brèche entre ceux qui ont un accès abordable à l'internet et ceux qui n'en ont pas.

Donc il y a différents types de fracture numérique et nous allons voir de quoi il s'agit et nous allons parler de ce problème dans les différentes régions du monde et nous verrons aussi la relation entre fracture numérique et gestionnaire ccTLD.

Nous avons essayé d'avoir des intervenants de la région d'Asie Pacifique ou de petites îles de cette région pour parler de leur expérience. Je vais présenter les intervenants que nous avons aujourd'hui et qui vont présenter leur travail. Ensuite nous aurons un petit moment pour les questions et, si nous avons davantage de temps à la fin de la réunion, nous prendrons d'autres questions adressées aux intervenants.

Nous allons d'abord entendre Alexandre Babosa, directeur du centre brésilien du réseau. Ensuite nous avons Pierre Bonis qui est PDG d'AFNIC, ensuite Grâce Ingabire, la PDG de la communauté internet du Rwanda et de l'Alliance Technologie du Rwanda. Ensuite nous entendrons Anil Kumar Jain, PDG de National Internet Exchange de l'Inde et Sabrina Wilkinson qui est responsable du registre internet du Canada.

Nous allons commencer par Alexandre Barbosa qui se joint à nous à distance. Allez-y, Alexandre.

ALEXANDRE BARBOSA : Merci Madame la Présidente. Bonjour à tous, je suis très heureux d’être parmi vous, hélas en virtuel. Je vais partager mon écran. J’espère que vous voyez mes diapositives et je vais maintenant vous parler de l’impact de la fracture numérique sur notre ccTLD .BR et pour ce faire, je vais commencer par quelques chiffres concernant les activités liées à l’internet et aux noms de domaine au Brésil.

Nous avons une société très connectée au Brésil, 82 % des foyers brésiliens ont accès à l’internet et 87 % sont des utilisateurs de l’internet, ce qui nous donne 148 millions d’utilisateurs internet. Si on regarde ce que nous avons, cela représente 80 % de la population de plus de 10 ans.

Il est important de mentionner aussi que sur ce chiffre de presque 150 millions d’utilisateurs d’internet, 64 % de ces utilisateurs ont accès à l’internet exclusivement à partir de leur téléphone portable. C’est important de le souligner parce que c’est surtout pour la population aux revenus les plus bas.

Donc, même si la population ou le Brésil a 5 millions de noms de domaines et un million et quelques de noms de domaine avec DNSSEC, il est important de dire que 93 % des grandes entreprises brésiliennes ont adopté .COM.BR plutôt que le .COM générique. Et il faut aussi dire que 58 % des entreprises brésiliennes ont des sites internet sur lesquels 88 % sont des noms de domaine avec .BR.

En ce qui concerne les fournisseurs de service, nous avons 62 % des fournisseurs de service internet brésiliens qui offrent des plans d'abonnements internet de plus de 100 megabytes et nous avons plus de 12 mille entreprises qui fournissent un accès internet au Brésil avec 75 % d'entre eux qui dépendent de 5 principaux fournisseurs internet.

Je voudrais maintenant poser trois questions de façon à ce que nous puissions réfléchir ensemble à la relation qui existe entre la fracture numérique et les ccTLD. Les 3 questions sont les suivantes : est-ce qu'il y a une relation entre le nombre de noms de domaine de ccTLD et l'inclusion numérique ? Comment le nombre de domaines ccTLD est relié à l'évolution de l'économie numérique ? Est-ce que le nombre de domaines peut être un indicateur pour l'accès à l'internet et l'inclusion numérique ?

J'ai ici, sur la gauche de l'écran, un classement des noms de domaine de ccTLD des pays et les nombres de domaines dans les pays de l'OCDE. Et, quand on regarde les pays du G20, quand on regarde la base de données de noms de domaine, on a plus de 5 millions de noms de domaine. Et la première tentative ici pour comprendre cette relation est la sélection des variables dans 3 dimensions différentes : l'infrastructure, la connectivité et l'inclusion numérique et les noms de domaine.

Et pourquoi est-ce que nous sélectionnons ces indicateurs et dimensions ? Parce que nous voulons inclure dans cette évaluation le plus grand nombre possible de pays qui fournissent des statistiques fiables.

Donc nous avons sélectionné 149 pays qui présentent des statistiques de manière régulière, sur leur nombre de systèmes autonomes, sur le nombre d'adresses IPv4 et IPv6, en termes de connectivités et d'inclusion numérique, la proportion d'abonnements haut débit fixes par habitant et l'abonnement du même type pour téléphone portable et nous avons le nombre de domaines aussi avec des statistiques.

Les sources que vous voyez ici, sur la droite de mon écran, vous montrent des données des registres internet internationaux, régionaux. Et on devrait aussi inclure une proportion d'utilisateurs internet dans certains pays ou une proportion d'entreprises connectées ou d'entreprises ayant des sites internet. Mais pour la plupart des pays, nous n'avons pas d'informations fiables dans ce sens.

Nous avons effectué une analyse de facteurs avec un travail statistique pour comprendre la corrélation qui existait entre ces dimensions. Et sur ce graphique, vous voyez trois dimensions qui incluent des noms de domaine, en fonction du cercle que vous voyez, plus le cercle est gros plus l'infrastructure est importante et vice-versa. Donc vu que nous avons des variables limitées, nous avons inclus ici des biais, des distorsions qui pourraient surgir ici. Mais ce qu'il faut ici comprendre c'est que les 5 premiers domaines de premier niveau de codes géographiques sont .DE, .UK, .CN, .NL et .BR pour le Brésil. Et vous voyez que cette relation qui existe au niveau de ces variables nous aide à comprendre la relation qui existe entre les variables sélectionnées pour les infrastructures, les noms de domaine, la qualité de l'internet, la connectivité.

Les conclusions que l'on peut faire sont les suivantes : dans les deux cases supérieures, vous voyez qu'on a une analyse statistique avec 149 pays inclus et on comprend que les infrastructures et l'inclusion numérique ont un impact sur les ccTLD des pays. Et, quelque chose qui est très important ici, c'est de savoir que les infrastructures TIC de mauvaise qualité ont des résultats inférieurs en ce qui concerne les noms de domaine et l'inclusion numérique.

Et, l'infrastructure qui est meilleure va avoir une inclusion numérique qui ne va pas obligatoirement impliquer un plus grand nombre de ccTLD. C'est intéressant de le dire et c'est le cas de .US ou .JP pour le Japon où l'on voit une très bonne infrastructure TIC, une société très connectée, mais dans ces pays les noms de domaine génériques sont en général de taille plus importante que les domaines de premier niveau de code géographique.

Dans les pays qui ont des statistiques importantes au niveau du nombre de domaines, on a différents niveaux d'infrastructures et d'inclusion numérique. Et c'est aussi le cas de pays comme les USA et le Japon.

Il y a également une corrélation très importante entre les données démographiques et l'économie. La population et le développement économique ont un impact sur les pays de même que le niveau de maturité de l'économie numérique dans un pays donné, par exemple lorsque vous avez beaucoup d'entreprises qui offrent des services numériques à travers des sites internet ou qui vendent ou achètent en ligne, cela a un impact.

Dans la case d'en bas, vous avez le cas du Brésil qui a différentes variables qui expliquent pourquoi le Brésil est classé comme étant le cinquième ccTLD le plus grand parmi les pays OCDE et G20.

Et donc ces variantes sont liées au modèle de gouvernance de l'internet qui est établi au Brésil. Et la façon dont les politiques sont définies, la façon dont fonctionne la structure multipartite et dont elle permet une transparence et des élections démocratiques dans le cas du Brésil, le comité directeur d'internet qui est une structure démocratique permet une participation du public efficace.

Donc ce type de variantes, qui ne sont pas faciles à évaluer vu l'évaluation qualitative qui est importante ici.

Un autre point important est le niveau élevé de confiance et de crédibilité de .BR au niveau des opérations et de qualité de service. Une quatrième catégorie de variables est la communication avec la société, la façon dont les fournisseurs de service internet sont des parties prenantes clefs dans cet écosystème.

Et, finalement, les activités complémentaires, un point très important, toute une catégorie de variables qui sont NIC.BR et autres, qui sont des activités qui ne sont pas toujours enregistrées. Donc nous avons des échanges internet importants, nous avons un réseau internet de grande taille, nous avons des outils de mesure pour la qualité du haut débit, nous avons des statistiques TIC et tout cela permet d'avoir une communauté qui est vraiment solide concernant la croissance de cet écosystème au Brésil.

Donc, voilà brièvement les principales conclusions que je voulais partager avec vous. Merci, et si vous avez des questions, je serai ravi d'y répondre. Merci.

ANNALISE WILLIAMS: Merci, Alexandre. Je vais vous demander si vous avez des questions à poser de lever la main sur Zoom. J'ai un commentaire de John McCormick sur le chat qui dit « le nombre de domaines uniques qui existent uniquement dans les ccTLD et les gTLD sont un excellent moyen de procéder à l'inclusion numérique, puisque plus d'entreprises...

[Madame lit trop vite, je ne peux interpréter].

Y a-t-il d'autres commentaires. Je n'en vois pas pour l'instant. Alors, si cela vous vient par la suite, on vous laissera intervenir. Je vais maintenant céder la parole à Pierre Bonis. C'est à vous.

PIERRE BONIS : Merci beaucoup. Je vais parler en français.

Je vous remercie de votre attention. Je remercie bien sûr les interprètes, grâce à eux vous aurez de ma part un anglais qui sera bien meilleur que celui que je pratique nativement. Et, pour une fois, vous comprendrez ce que je dis.

Alors, je remercie Annelise de m'avoir permis de présenter un petit peu la situation de la fracture numérique en France. On a beaucoup l'habitude de parler de fracture numérique Nord/Sud, et un certain nombre d'entre nous dans cette salle sont impliqués dans des projets

de coopération internationale et d'entraide entre les ccTLD, mais il ne faut pas oublier que la fracture numérique touche aussi nos pays, à l'intérieur de nos sociétés. Il y a encore beaucoup de choses à faire, mais c'est le rôle du ccTLD français, le .Fr, de participer à la réduction de cette fracture.

Je ne sais pas si c'est moi qui tourne les slides. Non. Donc slide suivante. Merci.

Donc il y a deux types de fractures dans la définition que je pourrais en donner, ce n'est pas d'ailleurs très original, il y a une fracture numérique de l'accès et une fracture numérique des usages.

Si on commence par la fracture numérique de l'accès, quelques chiffres. Vous avez 93 % des bâtiments en ville qui sont connectés à la fibre sur le territoire français de métropole et 40 % des bâtiments qui sont connectés à la fibre dans les zones rurales.

Donc vous voyez que cette fracture de l'accès existe et elle recoupe – on y reviendra – une fracture géographique assez classique. Les infrastructures d'accès et télécoms, quand elles manquent, elles manquent à côté d'autres infrastructures, les chemins de fer, les autoroutes, toute une série d'infrastructures qui font que des zones géographiques sont doublement, triplement, quadruplement isolées. Et, dans ce cas-là, en général, la fracture de l'accès numérique se rajoute à d'autres inégalités.

Et donc, parce que dans notre pays il y a une grosse concentration d'habitants dans les grandes villes, nous avons à 7 % de la population environ qui n'a pas d'accès à internet du tout, c'est-à-dire qui se

retrouve potentiellement quand elle est chez elle – quand on va travailler ce n'est pas forcément la même chose – à la fois sans accès fixe et sans couverture mobile, avec des zones grises ou des zones blanches.

Alors, cet élément-là est pris en compte dans les politiques publiques depuis plusieurs années en France et c'est un effort considérable du gouvernement pour réduire cette fracture numérique, le chiffre de 20 milliards d'euros sur l'avancée de la fibre sur tout le territoire national donne une idée de l'importance qui est donnée à cette réduction de la fracture de l'accès. Évidemment, c'est un enjeu de compétitivité des territoires, c'est un enjeu de capacité à développer économiquement des territoires et c'est un enjeu de décongestion des grandes villes, notamment après l'épisode du Covid où il y a eu un besoin ou une envie de sortir des grandes villes dans lesquelles ils avaient vécu un confinement très compliqué, et d'aller plutôt dans la nature. Mais ils sont allés dans la nature et complètement déconnecté. Donc accélération de cette volonté de raccordement des zones rurales plus isolées.

Je ne sais même plus comment on dit « next slide please » en français. Prochaine diapo s'il vous plaît.

Au-delà de cette fracture numérique de l'accès, vous avez une fracture numérique des usages. On va dire que les deux bouts de la vie sont touchés. Ce que l'on constate c'est qu'il y a une fracture numérique chez un certain nombre de jeunes, chez les personnes plus âgées, évidemment une fracture numérique de l'usage chez les personnes les plus fragiles et les plus éloignées de l'emploi et des interactions sociales.

Je voudrais insister sur le fait que nous, ce que l'on a pu voir dans un certain nombre des actions qu'on a menées, c'est qu'il y a bien une fracture de l'usage pour les plus jeunes d'entre nous. Et il a parfois un discours consistant à dire : les « digital natives » sont nés avec un téléphone portable dans leur berceau, ils savent tout, etc. Alors, ils savent plein de choses, mais souvent ils ne connaissent pas ou ne maîtrisent pas les outils numériques qui sont utilisés dans le monde du travail. Vous avez des gens qui, arrivés à 14/15/16 ans n'ont jamais utilisé un mail par exemple. Et je ne parle même pas des outils bureautiques, le tableur ne leur dit pas grand-chose.

Donc on a ce type de fracture aussi, il ne faut pas croire, et on a des programmes de formation vers des jeunes pour les aider à s'insérer dans l'emploi parce que la maîtrise des réseaux sociaux ne fait pas la maîtrise du numérique dont on a besoin dans le travail quotidien.

Évidemment, on comprend mieux, plus facilement, la fracture de l'usage pour les personnes les plus âgées, même si là aussi il faut tempérer ce diagnostic car les personnes qui sont aujourd'hui à la retraite sont des personnes qui ont utilisé le numérique dans leur travail pendant des années pour la plupart d'entre elles. On n'est plus avec des gens qui ont fait toute leur carrière dans les années 60, les gens qui sont partis à la retraite en 2010 ou 2000 ont passé l'essentiel de leur carrière à travailler sur ordinateur. Donc ce n'est pas ce type de fracture là, c'est surtout une fracture des nouveaux usages, notamment des usages des réseaux et médias sociaux, de la visio qu'on utilise aujourd'hui et qui peuvent être des outils pour casser l'isolement et renforcer le lien

familial, notamment pour les plus âgés qui sont dans des maisons de retraite.

Et, enfin, et je pense que c'est le point le plus important, et c'est un mouvement qu'on voit dans beaucoup de pays, pas uniquement en France, la numérisation des services publics, qui amène une plus grande efficacité, une plus grande rapidité et facilité d'usages pour beaucoup de gens, renforce l'exclusion de ceux qui sont déjà exclus.

Et, le problème c'est que ceux qui sont déjà exclus, les seuls qui peuvent les aider c'est les services publics. Donc on arrive à des situations assez paradoxales où des aides sociales réservées à des personnes très exclues ne peuvent être demandées que par internet. Et donc on a un vrai sujet de réintégration de l'humain dans ces processus de numérisation, parce que sinon on a une double peine pour les personnes les plus éloignées.

Alors, j'ai été un peu long sur la première partie, je serai plus rapide sur la dernière. Est-ce qu'on peut passer à l'autre slide ?

Voilà, deux éléments rapides pour dire ce que fait le registre. D'abord le .FR c'est 11 % de son chiffre d'affaires qui est dédié à des financements liés à l'intérêt général. On a mis en place il y a 10 une fondation, la fondation AFNIC pour la solidarité numérique, qui est donc l'extérieur à l'AFNIC, et pour 2022 on a financé 81 projets pour un peu plus d'1,2 millions d'euros, des projets sur l'ensemble du territoire portés par des associations de quartier ou locales et qui vont, justement, développer des services vers ces publics les plus éloignés et

les intégrer et les accompagner dans les démarches qu'ils doivent faire sur internet.

Prochaine diapo s'il vous plaît.

J'arrive au bout. Depuis le début, c'est 8,5 millions d'euros investis par le .FR dans ces problématiques-là, et c'est 424 projets. Pour ceux que cela intéresse, les projets sont décrits sur le site.

Prochaine diapositive s'il vous plaît.

Je voudrais terminer sur une autre dimension que je voulais rappeler dans la fracture numérique, on a aussi beaucoup de programmes d'aides à la transition numérique des petites et moyennes entreprises. Cela pourrait apparaître comme un programme de promotion du .FR, développer les enregistrements du .FR, mais c'est aussi un programme de lutte contre la fracture numérique parce qu'on s'aperçoit qu'il y a beaucoup d'entreprises qui ne maîtrisent pas la production de leur propre contenu, qui n'ont pas d'autonomie numérique, qui sont 100 % plateforme ou 100 % réseaux sociaux. Et l'investissement dans ces programmes-là, on touche 20 000 TPE/PME par an, fait partie pour nous de cette approche de la fracture numérique.

Je vais m'arrêter là, pour ne pas trop dépasser. Je pense que c'était la fin. Et je vous remercie pour votre attention.

ANNALISE WILLIAMS:

Merci, Pierre. Y a-t-il des questions pour Pierre ?

NON IDENTIFIÉ : Annelise, il y a une main levée.

ANNALISE WILLIAMS: Marta ?

MARTA DIAS : Je suis du .POR pour Portugal. Merci, Pierre, de cette excellente présentation. Ma question : comment vous décidez et sur la base de quels critères vous choisissez les projets que vous soutenez chaque année ? Merci.

PIERRE BONIS : Il me faudrait 4 heures pour répondre à cette question, je pense. Donc en fait on a externalisé la fondation, donc déjà c'est hébergé à la fondation de France qui est une fondation très généraliste avec beaucoup de spécialistes du financement de projets, donc ils nous aident à mettre en place un process, et ensuite on vote au sein de notre association des thématiques prioritaires tous les ans, et on fait des appels à projets qui sont analysés par des experts.

Le point important pour nous c'est que ces projets-là peuvent être des projets très modestes, et c'est cela qui nous différencie d'autres fondations. On peut faire des dons de quelques milliers d'euros, alors que la plupart des fondations ne donnent pas en dessous de 50 000 parce que les mécanismes de sélection sont trop chers finalement. Nous, on assume cela, c'est pour cela qu'on arrive à financer de tout petits projets.

ANNALISE WILLIAMS: Merci. Il est presque l'heure de passer au prochain intervenant, mais j'ai encore une demande d'intervention.

JORDAN: Je vais parler en anglais. De quel site web on parle, exactement ?

PIERRE BONIS : Je vais l'indiquer sur le chat. C'est FONDATION.AFNIC.FR

ANNALISE WILLIAMS: Merci, Pierre. On passe donc à la prochaine intervenante, Grâce Ingabire.

GRÂCE INGABIRE : Merci beaucoup. Merci de m'accorder cette occasion de vous parler de la fracture numérique et de vous présenter le cas d'étude du Rwanda.

Notre entreprise, qui s'appelle RICTA est une organisation à but non lucratif qui a commencé son activité en 2012. Nous avons été nommés pour gérer et administrer les noms de domaine du Rwanda et donc nous gérons la communauté internet du pays.

Le Rwanda est un petit pays enclavé en Afrique de l'est, avec une population de 13 millions d'habitants. Nous opérons sur le modèle 3RR avec les opérateurs de registre, bureaux d'enregistrement et titulaires de nom de domaine. Nous avons environ 53 bureaux d'enregistrement

accrédités. Les registres totalement automatisés, aujourd'hui vous pouvez enregistrer votre .RW en moins de 5 minutes.

Nous acceptons tous les moyens de paiement, surtout par transfert via téléphone portable, c'est le moyen de paiement le plus utilisé au Rwanda. .RW est actuellement signé par le DNSSEC et aujourd'hui nous avons 6300 noms de domaine.

Si vous regardez la diapo à l'écran, qui a été préparée par la commission Broadband concernant la fracture numérique, justement, je vais me concentrer sur la fracture en termes de genre et les MSME en ligne, donc petites et moyennes entreprises en ligne.

Aujourd'hui au Rwanda nous avons lancé un programme d'alphabétisation numérique, il s'agit d'une initiative lancée par le ministère rwandais des TIC et de l'innovation dont le but est d'alphabétiser les citoyens et leur utilisation des services en ligne du gouvernement et des entreprises. L'objectif de ce programme est de former et mobiliser plus de 4900 ambassadeurs numériques pour être au service de ce programme dans tout le pays. Ces ambassadeurs numériques seront chargés de former plus de 8 millions de citoyens en alphabétisation numérique.

À ce jour, ils ont formé plus de 60 % des citoyens en se concentrant surtout sur le fait de former davantage d'ici 2024.

Alors, qu'est-ce que la fracture numérique ou fracture entre hommes et femmes à mes yeux ? Pour moi c'est la possibilité entre les hommes et les femmes d'avoir accès à l'internet et aux technologies numériques. Donc à mes yeux, j'ai le sentiment que tout être humain, quel que soit

son genre, devrait avoir la liberté de vivre la vie qu'il ou elle a choisi de vivre.

Au Rwanda, l'objectif est de combler la fracture entre hommes et femmes d'ici 2026 en termes d'accès numérique, en se concentrant autour de 3 principaux domaines : le fait de posséder un téléphone portable, l'accès aux services financiers numériques et les études mathématiques notamment jusqu'au niveau du secondaire.

Donc avoir, pour les femmes, plus de téléphones portables, c'est-à-dire que les femmes, à 100 %, puissent posséder un téléphone portable d'ici 2026. Vous voyez l'initiative menée par les ccTLD conformément à l'agenda du gouvernement, mais moi je vais concentrer sur les femmes, je vais vous parler des activités que nous réalisons pour former et certifier les femmes entrepreneurs pour les aider à faire en sorte que leur activité prospère.

Pour le reste, il s'agit d'activités parallèles que nous menons au Rwanda.

Si vous voyez cette photo, vous voyez des femmes qui vous montrent leur certificat. Au niveau des ccTLD, on s'est aperçu qu'on a plus de 4 millions d'utilisateurs internet. Les statistiques nous montrent qu'aujourd'hui nous avons plus de 800 utilisateurs qu'on ne peut pas identifier. On a plus de 3000 utilisateurs d'Instagram et plusieurs milliers sur WhatsApp et les réseaux sociaux. Toutes ces personnes vendent leurs produits en ligne. Ils sont en ligne, ils utilisent les plateformes numériques et ces plateformes sont gratuites.

Donc, en tant que ccTLD nous nous sommes dit : comment est-ce que vous pouvez offrir une présence en ligne à ces personnes qui vendent

ligne ? Ils ont peu de compétences en ligne, que pouvons-nous faire pour eux, en sachant qu'on va se concentrer surtout sur les femmes. On a donc lancé une initiative appelée : programme d'accélération numérique. Il s'agit d'un programme qui vise à former et à autonomiser plus de 500 femmes dans la capitale, mais on ne va pas s'arrêter aux principales villes, on va mener également ce programme dans les zones rurales.

Ces femmes vendent, elles ont une présence en ligne, mais elles ne savent pas comment utiliser leurs compétences numériques. Nous avons lancé un programme taillé sur mesure pour elles pour leur apprendre comment faire prospérer leur activité en ligne. Et donc on a fait ce renforcement de capacité intensif sur trois jours pour leur apprendre des compétences en termes de marketing numérique, vente en ligne. Et ensuite on leur a donné un site web. Un site web avec un lien sur les réseaux sociaux.

Donc ces femmes ont quitté cet atelier de renforcement de capacité avec un site web, une intégration sur les réseaux sociaux, elles ont eu une adresse mail officielle et savent maintenant comment développer leur activité puisqu'elles sont présentes sur les réseaux sociaux, avec une adresse mail. Tout dans un même paquet.

Elles ont quitté cette formation avec un certificat. Et aujourd'hui on a beaucoup de témoignages de femmes qui ont réussi à prospérer, à se développer et leur activité se développe de plus en plus depuis qu'elles utilisent ce site web.

Là il s'agit d'autres programmes que nous faisons au niveau des ccTLD. Nous avons des partenariats avec 8 universités à Kigali, on organise des séminaires avec eux, des discussions, des ateliers de renforcement de capacité. Et, le mois prochain, nous allons organiser un programme dans une université dont le but est de créer des postes d'emploi pour les jeunes.

Ici, l'idée est de former les étudiants, puisque ce sont eux qui, aujourd'hui, apprennent à créer des sites web, à les développer, mais ils ne savent pas ce qu'il faut faire par la suite. Donc on va leur donner les compétences nécessaires pour qu'une fois qu'ils ont créé un site web, qu'ils n'aillent pas chercher à l'étranger, mais qu'ils renforcent leurs capacités et leur présence ici, au Rwanda.

Sur cette diapo, vous voyez ce qu'on a fait au niveau des PME, il s'agit simplement d'une initiative qui visait à aider les PME au Rwanda et leur offrir une présence en ligne.

Je ne vais pas passer trop de temps là-dessus, parce que cela remonte à quelques années, mais pour conclure je dirais que nous, les ccTLD, nous devons travailler en partenariat avec les gouvernements, les secteurs privés et bâtir sur les initiatives qui existent déjà dans les pays. Donc on doit se positionner comme un moteur pour éduquer notre communauté et le partenariat avec les universités est essentiel, parce que c'est là que se trouvent les jeunes aujourd'hui.

Merci, je vais m'arrêter là, s'il y a des questions, je suis à votre disposition.

ANNALISE WILLIAMS: Merci, Grâce, est-ce qu'il y a des questions destinées à Grâce ? Pendant que vous réfléchissez, j'aimerais savoir, puisque vous êtes tous les deux des ambassadeurs en tant qu'ambassadeur de programme, est-ce que vous avez identifié des organisations pour devenir ambassadeur ? Comment cela se passe ?

GRÂCE INGABIRE : Merci. Est-ce que vous parlez du programme d'ambassadeur numérique du ministère ?

ANNALISE WILLIAMS: Oui, c'est cela. La diapositive que vous avez montrée.

GRÂCE INGABIRE : Bonne question. Ces ambassadeurs vont se rendre dans les zones rurales et les principales villes et enseigner aux citoyens comment utiliser un ordinateur, comment créer un domaine. Il y a toute une série de programmes qui ont été créés dans ce sens pour nos citoyens. Donc de la base : comment écrire et ouvrir un email, comment utiliser les différents programmes. Et donc on a ce partenariat avec le ministère pour offrir ces connaissances.

ANNALISE WILLIAMS: Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Je ne vois pas d'autres mains levées. Par conséquent nous allons donner la parole à notre prochain intervenant, Anil Kumar Jain qui va participer de manière virtuelle. Allez-y.

ANIL KUMAR JAIN:

Merci, bonjour à tous, merci Annalise. Je remercie l'ICANN de m'avoir donné la possibilité de prendre la parole aujourd'hui.

Donc NIXI, je suis le PDG de cette organisation qui travaille pour les échanges sur internet. Nous avons cette organisation. Et je suis aussi le PDG de .IN et d'un ccTLD et je suis aussi le PDG du registre international qui fournit les adresses de protocole internet.

Parlons de la brèche numérique. Je pense que le rôle de l'ICANN ici est très clair. Il faut lutter contre cette fracture numérique puisqu'on veut avoir 1 monde et 1 seul internet, et il faut tenir compte de toutes les situations qui existent à travers le monde.

Bien sûr, il y a différentes définitions de la fracture numérique. Personnellement, je considère que c'est des opportunités inégales à accéder aux informations ou à l'information numérique. C'est cela qui crée cette fracture numérique.

Prochaine diapositive.

Si l'on parle de l'impact de la fracture numérique, on sait que 2,7 milliards de personnes sont encore condamnées à être sans connexion et cela donne lieu à des inégalités sociales, économiques, cela veut dire exclusion sociale, manque d'accès à la technologie et l'exclusion de la participation sociopolitique, cela crée aussi des problèmes au niveau de la croissance économique parce que cet accès numérique est essentiel pour la croissance économique, pour l'innovation, la productivité et pour la compétitivité.

Et puis on a constaté au cours de ces deux dernières années, lorsqu'on a eu la pandémie de Covid, l'importance des plateformes numériques pour tout ce qui était lié à la santé et à l'éducation. Et donc l'accès à ces infrastructures numériques pour les gens qui n'ont pas accès à ces infrastructures est un grave problème.

Et ceux qui n'ont pas pu avoir cette éducation en ligne, par exemple, pendant la pandémie, ont perdu deux années. C'est pour cela que cela a eu beaucoup d'impacts sur nos populations.

Prochaine diapositive.

Quels sont les différents aspects de la fracture numérique ?

Il y a différents aspects que vous voyez ici, mais je n'en aborderai que quelques-uns, par exemple l'infrastructure, la disponibilité de l'infrastructure, les coûts. Comme les coûts sont là, on ne peut pas atteindre tous les utilisateurs. La capacité de joindre toute une partie de la population qui n'a pas accès à l'internet. Ensuite les données, on parle de données ouvertes, on parle de données restreintes, de données personnelles, officielles, publiques, toutes ces données qui sont importantes.

Ensuite, la fracture liée au genre. On en a déjà parlé, et je dirais que les Nations-Unies ont pris en compte ce problème dans le cadre du développement et 58 % des femmes encore aujourd'hui n'ont pas accès à l'internet. 234 millions de femmes n'ont pas accès à internet et 143 millions de femmes en moins par rapport au nombre d'hommes qui utilisent des portables.

Donc on voit ici l'accès à l'internet, au niveau des politiques industrielles, les technologies, la grande quantité de technologies qui ne sont pas accessibles dans certains pays. Et il faudrait que cela ne soit plus le cas.

Et puis la résilience, la -. Lorsque les utilisateurs d'internet veulent accéder à l'internet, ils ont besoin d'un internet qui fonctionne bien, sans défaut. Et ces personnes, souvent, ne savent pas comment utiliser internet et cela peut représenter un problème.

Si on regarde la situation en Inde, j'ai ici fait un classement en 6 catégories de la situation en Inde, actuellement. Donc on a l'accès au haut débit, donc on a ici la quantité de population qui a accès au haut débit. En 2022, 840 millions de personnes. Et on a donc une population qui est très connectée, mais c'est aussi une population qui n'est pas connectée. Le nombre de personnes qui ont un smartphone, le nombre de personnes qui ont un abonnement à un téléphone fixe et un téléphone mobile, la couverture du réseau mobile, le pourcentage entre les hommes et les femmes qui ont accès à internet, vous le voyez ici : donc on a 56 % concernant les femmes. Et la population urbaine versus population rurale et la couverture du haut débit internet sur le pays dans sa totalité.

Les prochaines diapositives visent à vous montrer l'accès au haut débit.

Prochaine diapositive.

Donc, le nombre de personnes qui ont un smartphone, vous voyez ici la brèche qui existe. Ici, vous voyez l'abonnement de téléphone fixe et mobile des utilisateurs en Inde. Donc 95 % des utilisateurs le sont à

travers le téléphone portable, ce qui représente 24 millions, ce qui est un chiffre très élevé en 2022.

Prochaine diapositive. La couverture du réseau mobile. On est presque à 100 % maintenant en 2022, comme vous le voyez sur la diapositive.

Et, finalement, les pourcentages entre hommes et femmes qui ont accès à l'internet. Ici vous voyez une brèche importante entre les hommes et les femmes, surtout dans les zones rurales où on a des tabous qui font que les femmes ne peuvent pas utiliser l'internet, certaines sociétés ne permettent pas aux femmes d'utiliser l'internet.

NIXI, maintenant. Quels sont les efforts que réalise NIXI. Nous fournissons donc des ccTLD IDN dans 22 langues officielles, des ccTLD IDN. Avec ces ccTLD nous voulons réduire cette brèche dans la mesure du possible. Nous essayons de joindre les personnes âgées, les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et nous essayons, de cette manière, de réduire la brèche numérique, d'augmenter les services numériques pour ces personnes en leur offrant une manière confortable de travailler.

Ensuite, dans notre pays, nous avons 88 % de la population qui ne parle pas l'anglais, donc il y a un problème de langue en Inde et je dois vous dire que nous sommes le seul pays du monde qui a des IDN qui sont disponibles dans les 22 langues officielles qui existent en Inde. Pour promouvoir cela, nous avons un ccTLD IDN gratuit pour ceux qui achètent un ccTLD, ce qui est très utile pour tous les domaines. Nous fournissons un email gratuit, donc nous fournissons un email dans la langue locale, gratuit, pour promouvoir l'acceptation universelle en

Inde, mais aussi pour fournir un service internet à cette population rurale.

Nous avons plus de 600 mille villages en Inde qui existent et nous sommes en train de mettre en place une mission pour fournir une connexion numérique à cette population. Nous espérons qu'au mois de juin de cette année nous ne serons pas loin de cette couverture.

Nous avons besoin de promouvoir le secteur pour combler cette brèche numérique, pour le IPv4 et le IPv6 nous fournissons un service IPv6 gratuit lorsque les personnes souscrivent un abonnement auprès de notre entreprise.

Et je dirais que l'Inde est le premier pays en ce qui concerne l'adoption de l'IPv6. Et maintenant nous avons commencé une formation de renforcement de capacité dans le secteur académique et en général pour augmenter encore un peu plus des connaissances dans ces domaines.

Cela va donner lieu à une communauté de gouvernance d'internet dans l'ensemble du pays ce qui va nous permettre d'aider davantage de gens. Et nous essayons d'affronter tous ces enjeux à travers ces efforts.

L'Inde est un très grand pays, nous avons des problèmes pour atteindre toutes les zones les plus isolées, il y a des zones qui sont montagneuses et difficiles d'accès.

Et nous avons également des bureaux d'enregistrement disponibles dans tout le pays. Et donc, dans la plupart des États de notre pays et des zones rurales nous avons des opérateurs de registre et bureaux

d'enregistrement. Et quand on parle de la promotion des ccTLD IDN et de l'utilisation des emails avec l'acceptation universelle nous savons qu'il y a encore des limitations ; donc c'est un défi que nous affrontons. Et, comme je l'ai déjà dit, nous sommes la nation qui est la plus connectée, mais il y a encore énormément de gens qui ne sont pas connectés en Inde. Donc une grande disparité sociale, économique, aussi dans le domaine de la santé et de l'éducation, ce qui crée de graves tensions dans la société indienne. Et, finalement, nous sommes une grande nation, nous avons 3,2 millions noms de domaine avec ccTLD et approximativement le même nombre de domaines TLD. Les cyber-attaques augmentent et, à cause de cela, nous avons un problème de confiance, surtout chez la population la plus jeune.

Par conséquent, prochaine diapositive, nous contribuons aussi en vue d'œuvrer pour un effort mondial pour lutter contre la fracture numérique. Et nous avons souscrit à l'accord mondial numérique avec les Nations-Unies. L'un de nos ministres est membre du panel de direction du forum sur la gouvernance de l'internet. Nous suivons également les célébrations qui vont avoir lieu à l'occasion de la journée mondiale de l'acceptation universelle, le 28 mars. D'ailleurs, nous vous invitons tous à nous rejoindre à New Delhi à l'occasion de cet événement. Je vous enverrai tous les détails prochainement.

On travaille également sur un projet très important qui s'appelle le projet de résilience internet national, puisqu'il y a encore une partie de la population qui est totalement coupée de l'internet. Et l'Inde soutient un internet ouvert, mais pas fragmenté.

Merci de votre attention.

ANNALISE WILLIAMS: Je crois qu'on a le temps pour une seule question pour Anil. Je n'en vois pas pour l'instant. Ha, excusez-moi, je ne vous avais pas vu.

BYRON HOLLAND: Bonjour, je suis de Hollande, .CA. Merci de cette présentation très intéressante, avec des points et des chiffres. Il y a une diapositive, à la moitié de votre présentation, il y avait un tableau avec une ventilation des différentes données en termes de pénétration d'internet ventilée entre hommes et femmes. Et, par rapport à l'utilisation d'internet. Non, c'était la précédente. Oui, cette diapositive. Si vous regardez le numéro 5 : utilisation entre hommes et femmes par rapport à l'accès à internet. Je vois, pour les femmes, la différence entre 2020 et 2021, 2020 : 33 et 2021 : 78.

ANIL KUMAR JAIN: Oui, je crois que c'est une erreur en 2021, ce n'est pas 78, c'est 58, c'est une erreur de frappe. Merci.

ANNALISE WILLIAMS: Merci. On passe à la dernière présentation de cette séance, Sabrina.

SABRINA WILKINSON : Bonsoir à tous, j'aimerais vous parler de la fracture numérique au Canada et la manière dont CIRA essaye de combler cette fracture grâce à deux initiatives phares.

À CIRA nous considérons que l'internet est un grand moteur dans le monde, mais nous reconnaissons que les avantages de l'internet n'ont pas été répartis de manière équitable. Le Canada se distingue par le fait d'avoir un territoire extrêmement vaste, nous avons des disparités entre les zones très urbaines et les zones rurales et isolées, avec une grande partie de la population qui vit à quelques kilomètres de la frontière avec les États-Unis. Et on est souvent confronté à des problèmes de vitesse de l'internet et de problèmes d'accès à l'internet.

En même temps, les compétences limitées dans le secteur des télécoms ont joué un rôle face à cette fracture numérique tandis qu'un petit nombre de fournisseurs de services internet contrôle la plupart du marché.

En même temps, je vais vous parler dans un instant du test qu'a fait CIRA. Et, comme on l'a vu, on voit qu'il y a souvent une différence entre la vitesse que les utilisateurs canadiens reçoivent dans une province de la part de leur prestataire de service par rapport à d'autres.

Cela a été reconnu par la commission des télécommunications canadiennes.

En 2016, la CTS s'est fixé un objectif de débit pour la large bande et en 2021, d'après les dernières données du CTS, seuls 62 % des Canadiens qui vivent dans des zones rurales ont atteint cet objectif de base. Et seuls 23 % d'entre eux, les populations autochtones, n'ont pas atteint cet objectif.

Donc il y a encore un long chemin étant donné la fracture numérique qui existe au Canada et qui dépend énormément de l'endroit où vous vivez.

Que veut dire la fracture numérique au Canada pour nous, ccTLD ? Bien entendu, le .CA est pour tous les canadiens, mais si on n'a pas tous accès à l'internet sur un pied d'égalité, cela n'a que peu d'intérêt. Les gens qui veulent vendre leur produit en vendant le domaine .CA, il faut prendre en considération l'endroit où vous vivez, ceux qui veulent partager des contenus vidéos sur le .CA, ou plus généralement, les canadiens dans le monde entier qui veulent s'engager en ligne en utilisant le .CA mais ne peuvent pas le faire en raison de la vitesse, de l'accès internet, du débit, etc.

CIRA est bien connu pour la gestion du .CA, mais on est connu également pour faire de bonnes choses au niveau de l'internet au Canada. À CIRA on utilise NetGood pour parler de cette initiative qui consiste à rendre la communauté, pour combler la fracture numérique au Canada.

Aujourd'hui, j'aimerais vous parler plus en détail de deux initiatives et la manière dont elles sont utilisées pour combler la fracture numérique : un service de subvention et un test de performance internet.

Je vais d'abord vous parler du programme de subvention. Au cours de ces 10 dernières années, le programme de subvention de CIRA a aidé les communautés à observer des changements significatifs dans leur communauté. CIRA met à disposition des subventions pour construire un internet sûr, viable et accessible à tous les canadiens. Nous sommes également l'un des rares programmes à but non lucratif dans le pays et chaque année nous recevons plus de candidatures que celles que nous sommes à même de financer. Et il faut faire face à ce défi.

Depuis 2014, CIRA a fourni 10,45 millions de dollars en financements pour 201 projets dans tout le Canada dont bon nombre ont porté sur la question qui nous occupe aujourd'hui, c'est-à-dire la fracture numérique au Canada. Cela inclut le financement des infrastructures de large bande dans les régions faiblement desservies au Canada, accroître l'autosuffisance économique également, etc. Autre exemple, le financement de la connectivité haut débit pour deux petites communautés francophones dans la péninsule [inaudible]. Également isolement de la fibre optique dans les communautés isolées et rurales dans la zone métropolitaine Winnipeg.

Voilà donc quelques exemples de très nombreux projets en termes d'infrastructure que nous soutenons et ainsi que le domaine prioritaire de notre programme de subvention. Et c'est ce qu'on essayer de faire, de combler avec cela la fracture numérique au Canada.

Diapo suivante.

La deuxième initiative dont j'aimerais parler aujourd'hui c'est le test de performance de l'internet de CIRA. Il s'agit d'un test de performance qui met en place une plateforme qui permet à quiconque qui a une connexion internet de tester la performance de sa connexion. Cela alimente une base de données qui aide la communauté, les décideurs politiques et d'autres à répondre aux besoins les plus urgents en termes de performance internet. On peut ainsi montrer l'évolution des performances au niveau de la connexion au fil du temps.

Ce que vous voyez à l'écran est une image d'une carte dynamique qui montre les résultats de tests de performance dans la province d'Alberta.

Vous voyez que plus il y a des clusters plus il y a de tests qui ont été faits. En bleu vous voyez une vitesse de téléchargement d'environ 50 megabyte, objectif dont je vous ai parlé auparavant, et en rouge la vitesse de service aux alentours ou inférieur à 5 megabytes.

Ces tests peuvent être faits de partout dans le pays. On voit des zones urbaines avec, autour, des zones considérées comme moins bien desservies, des zones rurales. Donc il faut évaluer la connectivité pour des communautés qui étaient isolées. Et en créant ce test de performance, on espère changer cette situation et offrir aux communautés la technologie dont elles ont besoin pour avoir un meilleur débit.

On travaille avec les communautés, les organisations, pour essayer de plaider en faveur d'un meilleur débit dans ces zones. Et les municipalités d'Alberta, qui ont vu nos données, ont pu s'inspirer de ces données pour faire le travail de plaidoyer.

Vous voyez toutes ces données au Canada qui utilisent les données pour leur stratégie de débit pour pouvoir éclairer leurs prises de décision.

JOKE BRAEKEN : Sabrina, je vais vous demander de ralentir un petit peu pour nos interprètes s'il vous plait.

SABRINA WILKINSON : Oui, excusez-moi.

Donc, entre autres organisations gouvernementales, on a travaillé avec l'IPC pour atteindre cet objectif de 50 megabytes de téléchargement.

Donc voilà le genre de choses qu'on met en place pour essayer de promouvoir le test de performance d'internet pour essayer de combler la fracture numérique au Canada.

Aujourd'hui je vous ai parlé de la fracture numérique au Canada, de certains des défis qui se posent en particulier dans notre pays et de la manière dont CIRA relève ces défis, en particulier par l'intermédiaire de son programme de subvention et de son test de performance internet. À CIRA, on essaye de promouvoir un internet digne de confiance et, justement, ce travail va dans ce sens.

Je me tiens à votre disposition si vous avez des questions.

ANNALISE WILLIAMS:

Merci beaucoup, Sabrina. Je vois les mains levées dans la salle. Je ne sais pas qui a levé la main en premier. Allez-y.

JAVIER RUA :

Je suis du NomCom. Merci de cette excellente présentation. Une question sur la plateforme dont vous parliez pour le test de performance internet : est-ce que les utilisateurs ont accès via une application et mesurent le débit ou comment cela marche ?

SABRINA WILKINSON :

Alors, par rapport aux aspects techniques, il faudrait que je revienne vers vous, parce que si ce qui vous intéresse est ce qu'il se passe du côté

des utilisateurs, je vous recommande de vous rendre sur notre site CIRA, pour des aspects techniques, je reviendrai vers vous avec des informations complémentaires.

ANNALISE WILLIAMS: On n'a plus beaucoup de temps, mais si vous avez une question, rapidement.

SEAN COPELAND: Oui, j'ai un commentaire. Je suis canadien aussi et je parlerais à ce titre. J'aimerais dire que je suis réellement impressionné par le travail de sensibilisation que vous faites avec les communautés, notamment les communautés autochtones dont je viens. Lorsqu'il n'y a pas d'internet et que les communautés ont finalement accès à internet, vous faites vraiment un travail extraordinaire. J'apprécie ce travail et celui de toute l'équipe CIRA.

ANNALISE WILLIAMS: On peut prendre une dernière question. Je vais vous demander d'être brève parce qu'on a déjà dépassé le temps imparti.

IRINA DANELIA: J'avais une question à l'attention de Pierre : est-ce que vous pourriez nous donner une évaluation générale du projet, parce que j'étais en train de revoir le budget d'ICANN pour l'année prochaine, et le programme des enchères représente 40 % par rapport au montant des subventions à distribuer.

ANNALISE WILLIAMS: Excusez-moi, j'ai cru que votre question s'adressait à Pierre, pouvez-vous répéter s'il vous plait.

IRINA DANELIA: Est-ce que vous pourriez nous donner une estimation des coûts associés à la distribution des fonds ?

ANNALISE WILLIAMS: Donc les coûts associés. Alors, cette année les subventions vont permettre de financer les projets à hauteur de 100 mille dollars par projet. Et le total excède 1 million de dollars. Je ne peux pas vous donner plus de détails sur le reste.

NON IDENTIFIÉ : Merci beaucoup. Je peux vous donner une idée générale : 8 % du montant va au fonctionnement de la fondation et autres programmes. Et, en général, la fondation à laquelle nous appartenons nous dit que l'on ne devrait pas dépasser 11 %, donc entre 7 et 11 %

IRINA DANELIA : Merci beaucoup.

ANNALISE WILLIAMS: Voilà, nous n'avons plus de temps aujourd'hui pour répondre aux questions. Cette séance touche à sa fin. Merci à tous les membres du panel. Clairement, il n'existe pas une seule fracture numérique, mais

plusieurs, entre les jeunes, les personnes plus âgées, les pays développés, en développement.

Merci aux interprètes, c'était très agréable d'avoir l'interprétation disponible pour cette séance. Merci au secrétariat et merci à tous les membres du panel. Et j'aimerais saluer Sabrina, c'était sa première réunion de la ccNSO.

Merci à tous, la séance est levée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]